

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1434/Add.4

~~16 juillet 1981~~

Original : ANGLAIS/ESPAGNOL
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre les
mesures discriminatoires et de la protection
des minorités

Trente-quatrième session
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES
SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT,
EN PARTICULIER : QUESTION DES PERSONNES PORTEES MANQUANTES OU DISPARUES

f) Question des personnes portées disparues

Rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 18 (XXXIII)
de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Réponses des gouvernements : (suite)	
Liban	2
Sri Lanka	3
Venezuela	5

GE.81-11787

LIBAN

[Original : Français]

[11 mars 1981]

1. Concernant la détention des personnes par les autorités légales, aussi bien la Constitution libanaise que le droit pénal libanais garantissent la liberté individuelle, en disposant que la détention ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ce principe est énoncé dans l'article 8 de la Constitution qui prévoit que "Nul ne peut être arrêté ou détenu que suivant les dispositions de la loi" et qu'aucune infraction et peine ne peuvent être établies que par la loi". L'article 6 du Code pénal consacre le même principe.
2. Quand une infraction est commise (délit ou crime), et qu'une enquête préliminaire est ouverte afin de vérifier l'identité des suspects, la loi libanaise prévoit la possibilité de la "détention préventive" qui, cependant, ne peut en aucun cas excéder les 24 heures. On peut également recourir à cette "détention préventive" pour empêcher que "la tranquillité ne soit troublée, dans le cas d'ivrognerie par exemple". (Art. 197 D.L. No 54, 5 août 1967).
3. En cas de "flagrant délit", les autorités de police chargées de l'enquête doivent obligatoirement conduire le suspect devant l'autorité judiciaire dans les 24 heures. Celles-ci (le Procureur général) peut alors décider l'arrestation du suspect à condition qu'il y ait contre lui des "indices graves" (Art. 35 et 36 Procédure pénale).
4. Si des mesures prises par les agents de la force publique méconnaissent les protections légales telles que mentionnées ci-haut, la victime peut intenter une action devant les autorités judiciaires qui, de ce fait, sont gardiennes de la liberté individuelle. Une série de décisions judiciaires ont admis la faute personnelle des agents de l'ordre qui ont violé cette règle, et dédommagé la victime. De même, la responsabilité de l'Etat a été reconnue dans une série d'affaires, notamment si une voie de fait a été exercée. Il est à noter également que les articles 367 et suivants du Code pénal prévoient des sanctions pénales à l'encontre des agents publics qui arrêtent les individus en dehors des cas prévus par la loi ou s'ils méconnaissent les formes de détention que celle-ci a édictées.
5. Toujours dans un sens qui se rapproche de la protection de la personne physique, plus d'un texte consacrent l'inviolabilité du domicile. L'article 4 de la Constitution consacre ce principe en stipulant que "Nul ne peut pénétrer le domicile d'une personne que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites". L'article 370 du Code pénal punit d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans, tout fonctionnaire, qui en cette qualité, se sera introduit dans le domicile d'un particulier, hors les cas prévus par la loi et sans observer les formalités qu'elle prescrit. Le Code de procédure pénale (art. 91 à 95) et le D.L. 54 du 5 août 1967 réglementent cette question.
6. Quand la détention forcée ou involontaire est le fait de personnes privées, le Code pénal libanais a prévu des sanctions contre toute personne qui porterait atteinte à la liberté individuelle des autres (articles 567 et 570 du Code pénal). Il est à noter que, dans un souci de rendre ces mesures encore plus dissuasives, un décret portant le No 27 paru en date du 5 mars 1959 a renforcé les peines précitées.

L'article premier de ce texte prévoit une peine de 6 mois à 3 ans de travaux forcés si la période de la détention n'a pas excédé les 2 heures. Cette peine de travaux forcés sera à perpétuité si la période de l'enlèvement est de plus d'un mois, ou si les auteurs de l'infraction ont fait subir à la victime des sévices.

7. Toute personne ayant été mise au courant de la détention involontaire ou forcée de quelqu'un dans un lieu de détention autre que celui légalement prévu par le gouvernement à cette fin, est tenue d'en informer le Procureur général, le juge d'instruction ou le juge unique (article 427 Procédure pénale).

8. Les magistrats précités sont tenus alors de se rendre sur le champ au lieu de détention afin de libérer le détenu. En cas de négligence dans l'accomplissement de cette mission, ils seront accusés de complicité (article 428 Procédure pénale).

9. L'article 499 du Code pénal punit d'un emprisonnement variant entre 3 mois et 3 ans et d'une amende de 10 à 100 livres libanaises, tout agent de l'ordre qui ne renseignerait pas les autorités compétentes de l'existence d'un délit ou d'un crime dont il aurait pris connaissance.

SRI LANKA

[Original : Anglais]

[18 mars 1981]

10. La Constitution de Sri Lanka garantit à tous l'égalité devant la loi et une égale protection de la loi (article 12, paragraphe 1). Personne, que l'intéressé soit ou non ressortissant du pays, ne peut être arrêté sauf conformément à la procédure prévue par la loi (article 13, paragraphe 1). Conformément aux dispositions de la Constitution, toute personne placée en garde à vue, en détention, ou de quelque autre façon privée de sa liberté individuelle doit être présentée au juge du tribunal compétent le plus proche et ne peut pas être maintenue en garde à vue, en détention ou privée plus longtemps de sa liberté individuelle sauf en vertu d'une ordonnance rendue par ledit juge et suivant les conditions prescrites par lui (article 13, paragraphe 2). Tous les citoyens ont droit à la liberté de mouvement (article 14, paragraphe 1).

11. L'exercice des droits fondamentaux que consacre la Constitution ne peut être restreint que si le Parlement vote une loi qui d'ailleurs ne peut viser que certaines fins prescrites, comme l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public (article 15).

12. En vertu de la Constitution, la Cour suprême est seule compétente pour étudier et trancher toute question relative à l'atteinte qu'a subie ou que va subir incessamment l'un quelconque des droits fondamentaux du fait d'un acte du pouvoir exécutif ou de l'administration, (article 126). La Cour suprême est habilitée à porter remède ou à accorder réparation à la victime d'un tel préjudice.

13. A Sri Lanka, la procédure de recherche de personnes manquantes ou disparues peut être mise en branle par d'autres mesures juridiques ainsi que par certaines mesures administratives. Par exemple, la Cour d'appel est habilitée par la loi à rendre des ordonnances équivalant à des ordonnances d'habeas corpus en vue de se faire présenter.

- a) toute personne physique quelconque aux fins de droit;
- b) toute personne physique illégalement ou abusivement placée en garde à vue ou séquestrée par des personnes privées (Article 41).

14. La Cour peut ordonner l'élargissement ou la mise en détention préventive de la personne présumée emprisonnée ou détenue ou prendre à son sujet telle ou telle autre décision conforme à la loi. Il y a déjà eu des cas où il a été demandé une ordonnance d'habeas corpus aux fins de libération de personnes placées illégalement ou abusivement en garde à vue ou séquestrées par des personnes privées. Ces exemples sont toutefois fort rares car il existe d'autres moyens de droit qui font obligation aux agents de la force publique d'observer certaines conditions de procédure en matière d'arrestation ou de détention des personnes. Plus précisément, la loi relative au code de procédure pénale n'autorise le maintien en garde à vue que pour un délai maximum de 24 heures au terme duquel il faut qu'une ordonnance ait été rendue par un juge (Article 37). En cas d'infraction à cette règle, la loi autorise l'intéressé à exercer une action civile en dommages-intérêts. Quand ils sont injustifiés, l'emprisonnement et la privation de liberté sont des délits au sens du code pénal et leur auteur est passible, non seulement de poursuites en dommages-intérêts mais aussi de poursuites pénales, ou des unes et des autres. Certaines autres dispositions de la loi relative au code de procédure pénale facilitent la recherche de personnes dont l'identité ou le lieu de résidence est inconnu. Le Magistrate's Court (tribunal d'instance) est habilité à émettre une ordonnance de recherche s'il s'estime fondé à croire qu'une personne est détenue dans des conditions constitutives d'un délit (Article 72). La personne à laquelle s'adresse l'ordonnance de recherche est tenue de se mettre en quête de la personne détenue, laquelle, en cas de découverte, doit être immédiatement présentée au tribunal. La loi prescrit également que tout enquêteur qui a connaissance du décès d'une personne (par mort subite ou pour une cause inconnue) doit immédiatement se rendre au lieu où se trouve le corps de la personne décédée et doit, après enquête, faire rapport au juge (Article 370). Quand une personne est décédée alors qu'elle était gardée à vue par la police ou quand elle se trouvait dans un hôpital psychiatrique, dans une léproserie, ou alors qu'elle était emprisonnée, le juge doit être informé afin de pouvoir faire examiner le corps et effectuer une enquête. La loi habilite également un juge ou un enquêteur officiel à ordonner l'autopsie de tout cadavre (Article 373, paragraphe premier). Aux fins d'autopsie, le juge peut, si le cadavre a déjà été enterré, le faire exhumer (Article 373, paragraphe 2).

15. Les dispositions de la loi relative au Commissaire du Parlement chargé de l'administration, laquelle a été adoptée récemment, autorisent le dépôt d'une requête en cas d'atteinte à l'un des droits fondamentaux ou telle autre injustice commise par un agent de la fonction publique et le médiateur (ombudsman) est tenu de procéder à une enquête et de faire rapport sur la plainte. En la matière, les pouvoirs du médiateur sont amples et s'exercent en dépit de toutes dispositions de quelque autre loi écrite que ce soit interdisant de contester devant une juridiction quelconque, par voie d'ordonnance notamment, une décision, un acte ou une omission quelconque. Il s'agit là d'une démarche nouvelle, qui prescrit une voie d'enquête indépendante.

16. La recherche des personnes portées manquantes ou disparues incombe essentiellement aux organes chargés de faire respecter la loi, dont le principal à cette fin est la police. Le Département des services sociaux du Ministère des affaires sociales est administrativement chargé de la recherche des enfants portés manquants par les maisons de redressement ou les centres d'accueil d'enfants délinquants. Ce même Département est chargé de rechercher les enfants abandonnés dans des établissements publics, comme les hôpitaux et les écoles.

17. D'après les statistiques dont dispose la police de Sri Lanka, le nombre des personnes portées manquantes ou disparues pendant l'année 1980 a été de 4615 (dont 2557 du sexe masculin). Ce chiffre comprend les jeunes, les aliénés et les disparus volontaires. Il ne tient pas compte, en revanche, des disparitions, forcées ou involontaires, qui seraient dues à l'action de l'Etat, mais englobe les personnes dont la disparition a été signalée par leurs parents ou par leurs tuteurs. D'après les renseignements dont la police dispose, certaines personnes soupçonnées d'avoir commis un délit grave ont quitté Sri Lanka et se cachent dans les pays voisins.

18. De la part de la police, le principal mode de recherche des personnes portées manquantes et disparues consiste à faire ample usage des médias. Par voie de radio et de presse, le public est invité à prêter son concours aux recherches. Les renseignements relatifs aux personnes portées manquantes et disparues sont envoyés à tous les commissariats du pays par la police elle-même. On a recours aussi parfois à l'affichage, surtout pour découvrir et appréhender des personnes soupçonnées d'avoir commis des délits graves. Le Département des services sociaux fait rechercher les enfants portés manquants par ses agents de probation, qui sont parfois bénévoles.

19. Le recours à la détention préventive est exceptionnel. Toutefois, pour couper court à des activités insurrectionnelles ou terroristes mettant en danger la vie publique et la sécurité des personnes, des lois ont été votées qui autorisent la détention préventive pour une durée limitée. On peut citer à titre d'exemple récent la Prevention of Terrorism (Special Provisions) Act (Loi sur la prévention du terrorisme - Dispositions spéciales), No 48 de 1979, qui autorise à prendre des ordonnances de détention renouvelables, dont la durée peut aller jusqu'à dix-huit mois. Toutefois, tout particulier peut se renseigner sur l'identité des personnes détenues.

20. Il est arrivé que la police de Sri Lanka prête son concours à d'autres gouvernements ainsi qu'à INTERPOL et participe à la recherche de certains ressortissants étrangers qui sont présumés se trouver à Sri Lanka ou se disposer vraisemblablement à y chercher refuge.

21. Les renseignements émanant des organismes comme INTERPOL concernant des personnes portées manquantes ou disparues sont communiqués par la police aux autres organismes apparentés, comme le Service des douanes et le Service de l'immigration et de l'émigration.

VENEZUELA

[Original : Espagnol]

22. la protection des droits de l'homme par les tribunaux en cas de présumée disparition illégale de personnes et d'autres violations des droits de l'homme est un problème qui concerne essentiellement les pays soumis à un régime despotique.

23. C'est pourquoi dans un Etat démocratique, respectueux du droit, comme le Venezuela, il existe des institutions qui ont pour mission de veiller à la stricte observation de la Constitution et des lois de la République sur le plan interne, et à la protection des droits considérés comme des droits fondamentaux dans le domaine international, à savoir les droits de l'homme.

24. Au Venezuela, sur le plan interne, cette mission incombe au Ministère public et, en particulier, au Procureur général de la République, en tant que Directeur et responsable de cette institution, laquelle jouit d'une ample autonomie en vertu des lois qui régissent l'exercice de fonctions aussi délicates.

25. Aux termes du premier alinéa de l'article 220 de la Constitution du Venezuela, le Ministère public a pour attribution de veiller au respect des droits et des garanties constitutionnels, ce qui fait de lui le gardien des droits fondamentaux de l'homme.

26. Les cas de disparitions illégales de personnes dans un régime démocratique comme le nôtre sont exceptionnels, à telle enseigne que, loin de nier l'existence de l'état de droit ils la confirment et le Ministère public met tout son zèle et toute son application à faire enquête sur ces cas pour établir les responsabilités éventuelles.

Méthodes utilisées pour rechercher les personnes disparues

27. Dans la pratique, le Ministère public a été saisi de requêtes émanant des familles de personnes présumées disparues. En pareil cas, le Parquet s'adresse aux différents organismes de police et de sûreté de l'Etat, à savoir : la section technique de la Police judiciaire, la Police métropolitaine, la Direction des services de renseignements et de prévention (DISIP) et la Direction générale sectorielle des renseignements militaires (DGSIM) pour s'informer sur le point de savoir si la personne portée disparue a été détenue par l'un desdits services et de connaître les motifs de cette détention. Conformément à l'article 67 de la Constitution, l'auteur de la plainte a le droit d'obtenir une réponse du Ministère public et les autorités de police et de sécurité de l'Etat sont tenues d'informer le Ministère public conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi organique du Ministère public, ainsi libellée :

"Les autorités de la République apportent au Ministère public la collaboration dont ce dernier a besoin pour le bon accomplissement de ses fonctions. Les personnes relevant desdites autorités qui refuseraient d'apporter leur concours aux fonctionnaires du Ministère public qui leur en font la demande seront punies d'une sanction disciplinaire pour infraction aux devoirs de leur charge".

28. Si, après analyse, les renseignements obtenus s'avèrent positifs, le particulier auteur de la plainte en est informé et le Parquet intervient pour établir à quel point en est la procédure.

29. Lorsque les renseignements reçus sont négatifs, et que le particulier a formulé la plainte pertinente mettant en cause la responsabilité de fonctionnaires des organismes précités, on demande l'ouverture d'une enquête; si des fonctionnaires de la police ont été accusés, on procède à une vérification préliminaire des faits pour en établir le bien-fondé. Si cette vérification fait apparaître des éléments propres à étayer la plainte, demande est faite d'une enquête sur les éléments de pur fait (información de nudo-hecho) préalable à tout procès, à l'initiative soit du Procureur, soit du particulier qui s'estime lésé par la conduite du fonctionnaire et ce par devant un juge de tribunal pénal; ensuite, une plainte est déposée par le premier ou une réquisition est prise par le second selon le cas, s'ils estiment au vu des résultats de l'enquête que ledit fonctionnaire a réellement commis une faute constitutive d'infraction pénale.

30. S'il s'agit d'un fonctionnaire militaire, la plainte est transmise à la justice militaire conformément à l'article 164 du Code de justice militaire, aux fins d'ouverture de l'enquête sommaire de droit et l'intéressé est informé du déroulement et du degré de la cause par l'entremise des juges militaires, qui sont dans l'obligation de fournir des renseignements, conformément au dernier paragraphe de l'article premier de la Loi organique du Ministère public, aux termes duquel :

"La présente loi n'est pas applicable aux magistrats de la justice militaire qui toutefois doivent informer le Procureur général de la République, lorsque ce dernier le leur demande, de l'état de toute procédure militaire".

31. Le Ministère public, par l'entremise de ses représentants, peut demander aux fonctionnaires de la police judiciaire ou aux juges d'instruction d'ouvrir une information pénale lorsqu'ils ont connaissance d'un fait délictueux pouvant faire l'objet d'une action publique et peut intervenir activement dans le déroulement de l'instruction, en prenant toute initiative qu'il estime propre à éclaircir les faits, à faire apparaître la vérité et à établir les responsabilités, comme il est indiqué aux paragraphes 3 et 4 de l'article 42 de la Loi organique du Ministère public.

Comment s'établit la responsabilité des fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi

32. Au Venezuela, le Ministère public en tant que garant des droits et garanties constitutionnels, a surveillé et surveille l'action des services de police et de sûreté de l'Etat, afin que leurs membres n'abusent pas de leur autorité et ne se livrent pas à des violations systématiques des droits de l'homme. A cette fin, des fonctionnaires du Ministère public sont spécialement chargés d'intervenir pendant la procédure pénale au stade de l'instruction du procès, ce qui permet au Ministère public d'exercer une surveillance efficace depuis la détention préventive du citoyen jusqu'au terme de la procédure.

33. En vertu de la Constitution, les procureurs du Ministère public ont pour attribution de veiller au respect du droit à la liberté individuelle qui est inviolable; cette attribution est énoncée par la législation relative à la procédure pénale vénézuélienne depuis le Code d'instruction criminelle de 1897, et figure au paragraphe 8 de l'article 84 du Code actuel, aux termes duquel les procureurs du Ministère public ont l'obligation :

"D'enquêter sur les détentions arbitraires dont ils auraient connaissance et qui se seraient produites dans le territoire de leur juridiction, et de faire opérer les actes de procédure propres à faire cesser lesdites détentions et à en réparer les conséquences".

34. Cette même attribution lui est assignée aussi au paragraphe 18 de l'article 42 de la Loi organique du Ministère public ainsi conçu :

"Enquêter dans leurs juridictions respectives sur les détentions arbitraires dont ils viendraient à avoir connaissance et faire opérer les actes de procédure propres à assurer la protection de la liberté personnelle".

35. En exécution de cette attribution, au cours des visites qu'ils font régulièrement dans les postes de police, prisons, pénitenciers, établissements pour mineurs, camps de travail et autres établissements de réclusion et d'internement, les représentants du Ministère public recherchent s'il s'y trouve des personnes détenues arbitrairement, c'est-à-dire sans que les formalités légales aient été remplies, ou sur l'ordre d'autorités qui n'y sont pas légalement habilitées, ou après expiration du délai qu'impartit l'article 75 H du Code d'instruction criminelle pour la détention préventive des personnes présumées coupables de délits. Ledit délai ne doit pas dépasser huit jours à compter de la date de l'arrestation par la police judiciaire, et à l'expiration de ce délai les détenus doivent être mis à la disposition du tribunal chargé de l'instruction. La faculté qu'ont les procureurs du Ministère public de visiter les établissements de détention découle des dispositions du paragraphe 13 de l'article 6 de la Loi organique du Ministère public, ainsi conçu :

"Veiller à ce que, dans les postes de police locaux d'incarcération, lieux de réclusion des unités militaires, camps de travail, prisons et pénitenciers, établissements de redressement pour mineurs et autres établissements de réclusion et d'internement soient respectés les droits de l'homme et les droits constitutionnels des détenus et des mineurs, vérifier la situation des détenus et des autres prisonniers; prendre les mesures légales propres à remettre les droits de l'homme en vigueur lorsqu'il a été prouvé qu'ils sont l'objet ou ont été l'objet de violations ou de restrictions; dans l'exercice de cette fonction constitutionnelle, les fonctionnaires du Ministère public ont accès à tous les établissements mentionnés. Quiconque ferait obstacle d'une manière ou d'une autre à l'exercice de cette fonction sera passible de sanctions disciplinaires".

36. Après avoir procédé à cette enquête, le procureur du Ministère public exhorte le fonctionnaire qui a commis l'erreur à rétablir le droit violé, lui explique les conséquences d'ordre pénal, disciplinaire et civil auxquelles il s'expose en maintenant la mesure arbitraire de détention ou bien il s'adresse au supérieur hiérarchique du fonctionnaire de police qui a pris la mesure pour faire rapporter de façon volontaire et prompte ladite mesure.

37. Si cette démarche administrative ne donne aucun résultat, le procureur exerce le recours qu'institue la cinquième Disposition transitoire de la Constitution, c'est-à-dire qu'il demande que soit rendue une ordonnance d'habeas corpus parce qu'il estime que la personne considérée a été privée de liberté en violation des garanties constitutionnelles. Le texte de la disposition constitutionnelle en question est le suivant :

"En attendant d'être réglée par une loi spéciale, conformément aux stipulations de l'article 49 de la Constitution, la procédure de sauvegarde de la liberté personnelle suivra les normes ci-après :

Toute personne faisant l'objet d'une privation ou d'une restriction de sa liberté en violation des garanties constitutionnelles, a droit à ce qu'une ordonnance d'habeas corpus soit lancée par le juge de Première instance Pénale ayant juridiction au lieu d'exécution de l'acte qui motive la requête ou au lieu où se trouve la personne lésée".

Dès réception de la requête, qui pourra être faite par n'importe quelle personne, le Juge ordonnera au fonctionnaire sous la garde duquel se trouve la personne lésée, de rendre compte, dans le délai de vingt-quatre heures, des motifs de la privation ou de la restriction de liberté, et ouvrira une information.

Le Juge décidera, dans le délai maximum de quatre-vingt-seize heures après présentation de la requête, la mise en liberté immédiate de l'intéressé ou la levée des restrictions qui lui ont été imposées, s'il découvre que les formalités légales de privation, ou de restriction de liberté n'ont pas été remplies. Le Juge pourra subordonner sa décision à la fourniture d'une caution par la personne lésée ou à l'interdiction de quitter le pays pour une durée maximum de trente jours, s'il l'estime nécessaire.

La décision prise par le Juge de Première Instance sera soumise à l'avis du Tribunal Supérieur, auquel les cautions devront être fournies le jour même ou le lendemain. Cette demande d'avis n'empêchera pas l'exécution immédiate de la décision. Le Tribunal Supérieur statuera dans les soixante-douze heures qui suivront la date de réception du dossier."

38. Le juge de première instance en matière pénale décide immédiatement s'il convient ou non de mettre le détenu en liberté ou de faire cesser les restrictions qui lui auraient été imposées, au vu des informations fournies par les autorités qui ont appréhendé le détenu.

39. Au vu de l'ordonnance d'habeas corpus, le procureur du Ministère public demande à un juge d'instruction d'ouvrir une enquête sur les éléments de fait, procédure spéciale qui est stipulée aux articles 374 et suivants du Code d'instruction criminelle pour les procès où la responsabilité de fonctionnaires est mise en cause pour des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, et à laquelle il a déjà été fait allusion ci-dessus.

40. Le procureur enregistre l'ordonnance, fait appliquer les mesures qu'il juge pertinentes et, cela fait, porte plainte contre le fonctionnaire devant la juridiction pénale de première instance, engageant ainsi l'action pénale.

41. Les procureurs du ministère public traitent de la même manière les plaintes concernant les mauvais traitements aux détenus, et font ouvrir une information puis engagent les actions pénales respectives dans les cas où l'enquête a abouti à des résultats positifs.

42. Au Venezuela, l'institution du Ministère public s'acquitte de ce rôle fondamental avec le plus grand esprit d'impartialité, comme le prescrit l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en vertu duquel toute personne jouit des droits et libertés proclamés dans la déclaration "sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation".

43. C'est une grave responsabilité que notre Constitution confère au Procureur général de la République et aux autres représentants du ministère public; c'est pourquoi ceux-ci interviennent sans hésitation lorsque les droits en question font l'objet de restrictions ou de violations : ils exercent les actions légales pertinentes, étant entendu toutefois qu'ils agissent avec sérieux, calme et prudence, pour ne pas devenir instruments passifs d'intérêts particuliers.

Procédure à suivre pour que la détention soit considérée
comme officielle

44. La Constitution du Venezuela établit au paragraphe premier de l'article 60 que nul ne pourra être appréhendé ni détenu, sauf le cas de flagrant délit, qu'en vertu d'un ordre écrit du fonctionnaire autorisé à prononcer la détention, dans les cas et avec les formalités prévus par la loi. Le dernier alinéa du même paragraphe stipule :

"Lorsqu'une infraction a été commise, les autorités de police pourront prendre les mesures provisoires, nécessaires ou urgentes indispensables pour assurer l'enquête et la mise en accusation des coupables ..."

45. Par ailleurs, la sixième Disposition transitoire de la Constitution stipule :

"En attendant que la législation ordinaire fixe les termes et délais visés au dernier alinéa du numéro 1 de l'article 60 de la Constitution, les autorités de police qui auront procédé à des détentions préventives devront, dans le délai maximum de huit jours, mettre le prévenu à la disposition du Tribunal compétent, en même temps que les dossiers d'enquête, en vue de la poursuite de l'instruction. Le tribunal chargé de l'instruction devra statuer sur la détention dans le délai de 96 heures, à l'exception des cas graves et complexes exigeant un délai plus long, mais ce dernier ne devra en aucun cas excéder huit jours. Seules seront habilitées à prendre les mesures prévues par l'article 60 de la Constitution les autorités de police qui, d'après la loi, ont le caractère d'auxiliaires de l'Administration de la Justice".

46. On peut déduire des dispositions ci-dessus qu'au Venezuela, la détention est officielle dans les cas ci-après :

- 1) Lorsque la personne est arrêtée en flagrant délit.
- 2) Lorsque, pour des raisons de nécessité ou d'urgence, les autorités de police procèdent à une détention préventive.
- 3) Lorsque, les conditions fixées à l'article 182 du Code d'instruction criminelle étant remplies, un tribunal ordonne la détention.

47. Nous devons préciser que nos règles de procédure pénale ne définissent pas les cas en question et que, dans la pratique, les autorités de police procèdent à des détentions sans en justifier le caractère de nécessité ou d'urgence. En revanche, le délai de la détention est bien établi. En effet, l'article 75 du Code d'instruction criminelle, conforme à l'article 75 H, du même Code, établit que la police judiciaire doit enquêter sur les délits, identifier et appréhender à titre préventif les personnes présumées coupables et rassembler les preuves nécessaires pour l'application de la loi; lorsque le prévenu est placé en détention préventive, la police judiciaire le mettra à la disposition du tribunal d'instruction dans un délai n'excédant pas huit jours à compter de la date de l'arrestation, et elle remettra également le dossier de l'enquête en vue de la poursuite de l'instruction.

Pertinence des mesures de protection des témoins et des journalistes
fournissant des renseignements sur les personnes disparues

48. Ce sont des mesures d'ordre légal, que peut faire valoir le Ministère public en tant qu'organe chargé du contrôle de la légalité. C'est ainsi qu'à l'article 67 de la loi spéciale, concernant le Ministère public, il est stipulé que : "Les fonctionnaires du Ministère public gardent le secret sur les faits dont ils ont connaissance en raison de leurs fonctions...". Cette interdiction que fait ladite loi de divulguer le contenu d'un dossier reprend le principe général établi à l'article 73 du Code d'instruction criminelle, où il est dit que :

"Les actes de l'instruction, qu'ils soient effectués d'office ou sur requête, demeurent secrets jusqu'à ce que l'instruction soit déclarée close, sauf à l'égard du représentant du Ministère public".

49. Le secret de l'instruction est maintenu jusqu'à ce que cette dernière soit déclarée close en vertu de l'article 204 du même texte.

50. Les témoins et les personnes qui déposent des plaintes concernant des infractions, et en particulier concernant la disparition de personnes, sont protégés par le secret de l'instruction, et ne peuvent répéter ni commenter les déclarations et témoignages qu'ils ont faits au cours de l'instruction. Lorsque l'instruction est close, le dossier n'est plus secret, mais la protection de l'instruction et des personnes qui interviennent n'a plus de raison d'être à ce stade de la procédure, puisqu'une décision a été prise et qu'il devient moins urgent pour ceux qui chercheraient à paralyser l'instruction de faire pression sur les témoins ou d'acheter leur silence.

51. Quant aux journalistes, ils offrent une protection aux intéressés en s'abstenant de publier le nom ou les noms des personnes qui leur procurent leurs informations.

52. La loi relative à l'exercice de la profession de journaliste consacre le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information, et l'article 8 stipule textuellement : "Le journaliste a droit au secret professionnel à l'égard des tiers et il n'est pas tenu de révéler ses sources d'information, sauf lorsqu'il s'agit de délits".

Procédures applicables au dépôt de plaintes relatives aux disparitions
de personnes

53. Les diverses procédures à suivre pour ouvrir une information sur une infraction sont énoncées dans le Code d'instruction criminelle du Venezuela et sont au nombre de trois :

- 1) procédure d'office
- 2) procédure par avis de disparition
- 3) procédure par accusation ou plainte de la partie lésée.

54. Les deux premières procédures visent les infractions relevant de l'action publique et la dernière vise l'instruction des délits entraînant une action civile.

55. On procède d'office, lorsque l'organe d'instruction est informé par quelque moyen que ce soit, du fait qu'a été commis un acte punissable. Ledit organe est tenu, incontinent, de prendre une ordonnance d'ouverture d'une information et de procéder à tous les actes d'instruction propres à faire la lumière sur les faits, sans préjuger des éléments qui pourraient s'ajouter au dossier, tels que les plaintes déposées par les personnes lésées, s'il s'agit d'infractions donnant lieu à une action publique, ou à l'accusation, s'il s'agit d'infractions engendrant une action civile.

56. Dans la procédure par dépôt de plainte, sans aucun doute, l'organe chargé de l'instruction prend une ordonnance d'ouverture d'information à la suite du dépôt de la plainte de la personne lésée ou intéressée.

57. En pratique, le Ministère public au Venezuela a le devoir d'entendre et de consigner par écrit les plaintes déposées devant le représentant du Ministère public, puis de les transmettre au juge d'instruction pour qu'elles soient ratifiées sous serment. Cette obligation est énoncée à l'article 98 du code d'instruction criminelle, dont le texte est le suivant :

"Le représentant du Ministère public est également tenu d'entendre et de consigner par écrit, dans les mêmes conditions que les fonctionnaires chargés de l'instruction, les plaintes qui sont formulées oralement devant lui et de recevoir celles qui lui sont adressées par écrit, et il doit les transmettre au juge d'instruction pour qu'elles soient ratifiées sous serment".

58. On peut conclure de tout ce qui précède :

1) Qu'au Venezuela règne un Etat de droit dont l'esprit est défini et consigné dans la législation en vigueur, et en particulier dans la Constitution, qui consacre amplement les garanties civiques, c'est-à-dire les droits de l'homme.

2) Qu'en vertu du même régime démocratique en vigueur, le respect de la dignité des personnes et des droits de l'homme est un principe qui s'applique comme une règle générale.

3) Que le Ministère public, en tant qu'institution chargée du contrôle de la légalité, dispose de moyens légaux efficaces qu'il peut pleinement faire valoir dans le cadre de l'Etat de droit en vigueur au Venezuela, en vue d'enquêter sur les délits commis en violation des droits de l'homme, d'en découvrir les auteurs et de demander l'application des peines dont sont passibles les délinquants.